

Crise du Qatar: et si les véritables raisons étaient ailleurs ?

*par Roland Lombardi**

Arabie séoudite, Qatar et terrorisme : hypocrisie et double jeu partagés...

Il convient de rappeler en préalable que l'Arabie séoudite est le phare du totalitarisme islamiste sunnite. En effet, la monarchie bédouine peut être considérée comme un des États les plus autoritaires, les plus obscurantistes et les plus misogynes de la planète. C'est pourquoi, lorsque Riyad accuse Doha de soutenir le terrorisme, il fait un peu penser au chameau qui se moque de la bosse du dromadaire ! Car, comme l'a très bien décrit Pierre Conesa dans son dernier ouvrage, *Dr. Saoud et Mr. Djihad*¹, c'est avec leurs pétrodollars que les Séoud et la Ligue islamique mondiale qu'ils contrôlent ont pu

1. *Dr. Saoud et Mr. Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016).

* Docteur en histoire et chercheur associé à l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde arabe et musulman (IREMAM, Université d'Aix Marseille), Roland Lombardi est également analyste au sein du groupe JFC Conseil et co-auteur de *Gaz naturel, la nouvelle donne ?* (PUF, 2016).

s'offrir allégeances et influences à la fois diplomatiques et religieuses dans le monde entier depuis les années 1970.

Souvenons-nous également du rôle de l'Arabie séoudite dans la guerre d'Afghanistan lorsqu'elle finançait et soutenait, avec les Américains et les Pakistanais, les moudjahidines et de nombreux groupes jihadistes, notamment Oussama Ben Laden et les pères fondateurs d'al-Qaïda, contre les Soviétiques puis, à partir de 1994, les Talibans, avec qui elle partage le même corpus politico-religieux du wahhabisme... Dans les années 1990, Riyad a été très influente dans les guerres des Balkans puis dans les troubles du Caucase. C'est d'ailleurs à partir de 1990 que Moscou interdit le wahhabisme sur son sol et expulse les imams d'origine ou sous influence séoudienne...

En ce qui concerne le Qatar, rappelons tout d'abord qu'en mars 2014, le sous-secrétaire américain au Trésor, responsable de la lutte contre le financement du terrorisme, avait révélé que le Qatar, pourtant allié à Washington, finançait depuis de nombreuses années le Hamas. N'oublions pas que, durant l'été 2014 et l'opération israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, le petit émirat avait menacé d'expulser le chef du bureau politique du Hamas installé à Doha, Khaled Mechaal, si celui-ci acceptait les propositions égyptiennes dès le début du conflit... Par ailleurs, les liens du Qatar avec d'autres mouvements qualifiés de terroristes au Moyen-Orient sont de notoriété publique. Aussi les relations du Qatar avec le Hamas s'inscrivent-elles parfaitement dans la politique étrangère de l'émirat depuis quelques années. En juin 2013, les Talibans ont pour leur part été autorisés à ouvrir un bureau diplomatique à Doha.

Le rôle du Qatar semble aussi important en Afrique du Nord. Ainsi la presse française et d'éminents spécialistes avaient-ils révélé en leur temps que Doha apportait un soutien financier à des éléments jihadistes dans le Nord du Mali, ainsi qu'à certaines tribus séparatistes touaregs. Les services spéciaux français et algériens avaient alerté les autorités françaises sur un probable financement d'Aqmi (al-Qaïda au Maghreb isla-

mique) par des ressortissants qataris. D'ailleurs, avant l'intervention de l'armée française au Mali, signalons que la seule organisation humanitaire autorisée dans le nord du pays était le Croissant-Rouge du Qatar. En Libye enfin, le Qatar a soutenu tous les groupes islamistes depuis la chute de Kadhafi.

Toutefois, il est important de noter qu'objectivement et dans leur grande majorité, ces financements ne sont pas directement le fait de l'émirat qatari. La plupart du temps, comme pour l'Arabie séoudite d'ailleurs, ce sont moins les États et leurs gouvernements que des particuliers, des fondations, des organisations ou des princes « indépendants » qui s'attèlent à cette funeste besogne. La Syrie et l'Irak enfin sont peut-être les zones où le Qatar et l'Arabie séoudite ont été les plus actifs ces dernières années. En effet, depuis le début de la guerre civile en Syrie, les deux monarchies du Golfe ont mis toute leur énergie pour soutenir l'opposition syrienne, majoritairement islamiste.

Pour résumer et bien comprendre la concurrence qu'entretiennent Riyad et Doha dans le parrainage de l'islam radical, nous pouvons affirmer que le Qatar reste le plus grand bailleur de fonds des Frères musulmans au Moyen-Orient et en Europe. Si cette organisation a la même matrice religieuse et doctrinale que le wahhabisme séoudien (la *salafiyya*), elle est le fer de lance de la forme la plus aboutie de l'islam politique. Par ailleurs, elle est favorable aux processus électoral et hostile au pouvoir monarchique des Séoud, trop proche, à son goût, des États-Unis – d'où le divorce entre la monarchie et la confrérie, réprimé par Nasser en Égypte et longtemps protégée par Riyad jusqu'à son expulsion du sol séoudien dans les années 1990. Aujourd'hui, les Frères musulmans sont considérés comme terroristes dans de nombreux pays (Russie, Égypte et même Arabie séoudite), ce qui ne les empêche pas d'avoir encore, paradoxalement, pignon sur rue en France, au sein d'organisations parfaitement officielles comme UOIF ou le CCIF. Quant au royaume séoudien, il soutient et finance encore et toujours le wahhabisme (terminologie strictement occidentale du salafisme) et la plupart des mouvements salafistes à travers le monde...

La « rupture »

Le lundi 5 juin, l'Arabie séoudite et les émirats arabes unis (EAU), suivis par Bahreïn, satellite de Riyad, ainsi que l'Égypte, dépendante des financements du Golfe, décident donc de rompre leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Une série de mesures est prise à l'encontre du petit émirat : exclusion de l'opération « Tempête décisive » au Yémen, expulsion des citoyens et diplomates qataris, fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes avec l'émirat, coupure de tout accès aux médias liés à Doha, notamment Al-Jazeera et BeIN Sports... L'Arabie, plus grande monarchie du Golfe et meneuse de la fronde, accuse le Qatar de favoriser des groupes terroristes semant le trouble au Moyen-Orient. Mais au-delà de cette raison officielle, il faut sans doute rechercher d'autres raisons liées au contexte régional actuel.

Certes, il s'agit sûrement de la plus grave crise frappant le Conseil de coopération du Golfe² depuis sa création en 1981. Ce n'est cependant pas le premier accrochage entre le Qatar et ses voisins. En 2014 déjà, Abou Dhabi, Riyad et Manama avaient rappelé de Doha leurs ambassadeurs pendant huit mois en signe de protestation contre les critiques d'Al-Jazeera, la chaîne de télévision satellite qatarie, à l'encontre d'Abdel Fattah Al Sissi, le président égyptien, auteur du coup d'État qui avait renversé l'islamiste précédemment élu Mohamed Morsi. Pour autant, l'initiative séoudienne est une surprise, puisque ces derniers temps les relations paraissaient plutôt bonnes entre Riyad et Doha. Le roi Salmane avait d'ailleurs effectué une visite triomphale dans la capitale qatarie en décembre 2016 et le prince Tamim, l'émir du Qatar, se rendait régulièrement en Arabie.

D'autant que, comme je l'ai écrit à plusieurs reprises ces derniers mois, face aux récents échecs de son interventionnisme et aux limites de son *soft power*, réalisant qu'il n'avait pas les épaules pour jouer aux grands dans la géopolitique régionale, le petit

2. Le CCG regroupe l'Arabie séoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Koweït, Oman et le Qatar.

Qatar avait « fait le ménage » parmi certains donateurs qataris peu scrupuleux et s'était montré beaucoup plus discret et prudent sur la scène internationale. De fait, Doha s'était finalement peu à peu retirée du jeu, n'aspirant plus qu'à redorer son blason auprès des Occidentaux et à préparer tranquillement sa Coupe du monde de football de 2022 pour laquelle les dépenses sont d'ores et déjà faramineuses.

C'est la raison pour laquelle on pourrait voir dans cette mise au ban du Qatar une tentative opportune de l'Arabie séoudite, en confiance depuis la dernière visite du nouveau président américain Trump, de mater ce micro émirat gazier. Trop ambitieux et trop autonome sur la scène diplomatique internationale vis-à-vis de son éminent voisin, le Qatar avait une fâcheuse tendance à jouer une partition personnelle, émancipée et souvent en opposition à celle adoptée par les autres monarchies du Golfe – à titre d'exemple, Doha fut l'une des rares capitales arabes à accueillir une antenne diplomatique israélienne.

En définitive, le petit Qatar paie en quelque sorte son soutien aux Printemps arabes qui avaient secoué plusieurs États du Maghreb et du Proche Orient à partir de décembre 2010. Car Doha avait profité de ces événements pour faire avancer ses intérêts en appuyant et en relayant, via Al-Jazeera, les mouvements populaires qui tentaient de renverser les régimes autoritaires en place. Ainsi, en aidant de manière directe ou indirecte les Frères musulmans dans leurs percées politiques en Tunisie, en Libye et en Égypte, le Qatar avait-il alors fortement contrarié l'Arabie séoudite et les EAU qui avaient noué des liens étroits avec les anciennes autocraties et craignaient, par ailleurs et par-dessus tout, une propagation de la contestation à leurs pays.

L'Iran et l'axe chiite : vraiment en ligne de mire ?

Certes, les relations entre le Qatar et l'Iran, considéré par Riyad comme l'ennemi absolu, se sont réchauffées et même normalisées depuis quelque temps. Partageant des intérêts stratégiques, notamment un gisement gazier offshore, les deux États sont obli-

gés de s'entendre – une situation qui de toute évidence agace fortement l'Arabie séoudite. Pourtant, là encore, ce n'est peut-être pas le facteur principal de la crise entre le Qatar et ses voisins.

Assurément, ce sont moins les responsables séoudiens que les États-Unis qui essaient de reprendre la main dans la région, et l'influence de Washington dans la nouvelle position de Riyad et de ses alliés y est sûrement pour beaucoup. La dernière visite à Riyad du président Donald Trump a manifestement précipité l'initiative séoudienne; incontestablement, rien n'aurait pu se faire sans l'aval américain.

Critiqué au sein même de la Ligue arabe et de l'OPEP, et de plus en plus décrié dans les opinions publiques du monde arabe, le royaume séoudien est par ailleurs isolé diplomatiquement et toujours menacé par Daech. Avec de fortes tensions politiques internes ainsi qu'une rente et des réserves pétrolières beaucoup plus modestes que par le passé, les Séoud n'ont plus les moyens de leurs ambitions³.

Depuis 2014, Riyad fait partie de la coalition internationale anti-Daech conduite par les États-Unis. Fin 2015, elle a même mis sur pied sa propre coalition islamique contre le terrorisme. Ainsi le roi, mais surtout son fils Mohammed ben Salmane⁴, et Mohammed ben Nayef, « l'homme fort du royaume » jusqu'à une période récente, ont-ils déjà fait le choix de mettre toute leur énergie dans la lutte anti-terroriste, afin certes de revenir en odeur de sainteté auprès de Washington et de son nouveau président, mais avant tout pour leurs intérêts propres à savoir protéger leur pouvoir et assurer la survie du royaume. Outre le retour au bercail des centaines de citoyens les plus radicaux qu'ils avaient envoyés sur tous les théâtres de conflits de la région, le véritable danger est à leurs yeux le millier de princes puissants

3. « L'Arabie saoudite, un tigre de papier ? », *Kapitalis*, 19 juin 2016.

4. À 32 ans, « MBS » cumule aujourd'hui les fonctions de prince héritier et vice-Premier ministre (en lieu et place de « MBN » depuis le 23 juin 2017), ministre de la Défense (et à ce titre initiateur de la guerre au Yémen), président du Conseil des affaires économiques et du développement et enfin responsable de la politique pétrolière du royaume séoudien (ndlr).

et influents au cœur du royaume, dont certains financeraient encore des organisations islamistes et qui souhaitent par-dessus tout les déstabiliser, sinon plus...

Il est vrai que, depuis le 11 septembre 2001, Riyad avait déjà largement réduit ses soutiens à certains groupes douteux, et que ce sont moins ces éventuelles aides financières que son prosélytisme salafiste que les Occidentaux reprochent aujourd'hui au royaume. De plus – les médias occidentaux en ont peu parlé – l'État séoudien a entrepris depuis quelques mois, avant même la venue du président américain, un certain nombre d'arrestations, sorte d'« opération mains propres » dans les milieux les plus radicaux. Des *fatwas* ont même été récemment émises par les autorités religieuses condamnant le « jihad de l'épée » et privilégiant le salafisme « quiétiste » (*fatwas* pour l'instant limitées au seul territoire séoudien).

À présent, Riyad peut se réjouir de la récente visite du président Trump. L'Arabie séoudite peut dorénavant appréhender comme une bouffée d'air frais ce retour en bonne grâce auprès de ses protecteurs historiques. En effet, par réalisme et pragmatisme, non seulement Trump mais surtout ses conseillers – qui sont réellement à la manœuvre et peut-être les meilleurs spécialistes américains de la région depuis des décennies⁵ – ont estimé que, malgré sa relative faiblesse conjoncturelle, le royaume séoudien valait la peine d'être de nouveau reconsidéré... ce qui a, en outre, l'avantage de mettre Téhéran sous pression. À leurs yeux, les Séoud tiennent encore d'une main de fer leur pays – qui, rappelons-le, abrite les lieux saints de l'islam – et peuvent donc retrouver une certaine influence et un relatif leadership, sous certaines conditions toutefois.

5. Les conseillers de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient sont (pour les plus discrets) le politologue libanais Walid Phares, le général Petraeus, ex-directeur de la CIA, et le célèbre diplomate Henry Kissinger. De plus, le conseiller à la sécurité nationale, le général H. R. McMaster, et le Secrétaire à la Défense, le général James Mattis, sont des militaires d'expérience respectés, ayant servi en Irak et en Afghanistan, et surtout considérés comme de véritables intellectuel-soldats qui connaissent parfaitement la région. Enfin, le Secrétaire d'État Rex Tillerson, ancien PDG d'ExxonMobile, est lui aussi un fin connaisseur des arcanes moyen-orientales, grâce notamment à sa carrière dans le monde du pétrole.

Que cela nous plaise ou non, au-delà des 400 milliards de dollars de contrats signés, le discours du président américain au sommet de Riyad le 21 mai dernier fut sans précédent et finalement un succès. Car, même si lors de son annonce Donald Trump a exhorté la communauté internationale à isoler l'Iran – ce qui, j'en suis convaincu, n'est qu'un élément de langage diplomatique visant simplement à rassurer l'Arabie séoudite et Israël⁶ –, il a surtout appelé les pays musulmans à agir de manière déterminante contre le terrorisme, le financement de l'islamisme radical et surtout, l'extrémisme religieux. Le message est passé. Et c'est peut-être, une fois n'est pas coutume dans la complexité des relations internationales, la raison la plus simple et la plus évidente qui expliquerait l'origine de la crise. Car il est certain qu'en coulisses, en dépit de la pression de certains lobbies encore vivaces, la nouvelle administration de Washington doit certainement mettre une pression inédite sur cette question afin de forcer les Séoudiens à combattre enfin, et de manière beaucoup plus sincère et efficace, le jihadisme et « les idéologies radicales » (*dixit* le conseiller à la sécurité nationale McMaster).

Quelle issue à la crise?

Jusqu'ici, le Qatar a choisi le rapport de force et la fermeté face à ses adversaires, plus par orgueil qu'autre chose. Doha se dit capable de surmonter le blocus terrestre et aérien qui lui est imposé, et il est vrai que le petit émirat n'est pas encore asphyxié. Les principaux effets peuvent naturellement se faire

6. Soyons sérieux : en dépit des tweets incendiaires et des déclarations hostiles au sujet de l'Iran du candidat puis du président Trump, celui-ci ne pourra pas (ni ne voudra réellement) mettre ses menaces à exécution, notamment sur une éventuelle abrogation de l'accord sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015. D'abord parce qu'il s'agit d'un accord multilatéral, que les États-Unis ne peuvent pas annuler au nom de la Russie, de la Chine et de l'UE. Ensuite (ce que Tillerson, Mattis et McMaster savent pertinemment) l'Iran, nation plurimillénaire et État phare du chiïsme, est (re)devenu incontournable dans tout règlement sérieux des crises régionales (pour preuve la collaboration américano-iranienne, certes discrète mais concrète depuis des années en Irak et en Afghanistan). Enfin, il est peu probable que les grandes firmes américaines, déjà très présentes à Téhéran, comme d'ailleurs l'ancien businessman Trump, laissent s'échapper les nombreuses opportunités que représente l'immense marché iranien...

ressentir sur les importations, dans le secteur du BTP, qui est approvisionné par voie terrestre, et sur les biens alimentaires, le Qatar important jusque-là 40% de ses denrées de l'Arabie saoudite. Mais surtout, ses exportations de gaz ne sont pas impactées pour l'instant⁷. Sur le plan militaire, Doha a mis ses forces armées en alerte maximale. La sécurité de l'émir a été renforcée et tous les bâtiments stratégiques ont été placés sous haute protection. La Turquie, idéologiquement et économiquement très proche du Qatar, et en vertu d'un accord d'assistance mutuelle signé en 2014, a déployé quelque 200 hommes en renfort sur sa base militaire qatarie.

Mais au-delà du sensationnalisme ambiant des médias et de certains observateurs, un embrasement de la situation et un conflit de moyenne intensité sont peu probables. En premier lieu, les Saoudiens et les Qataris ne souhaitent pas de conflit ouvert – ils sont d'ailleurs très peu doués pour la guerre. Ensuite, de nombreuses chancelleries s'activent pour désamorcer la crise, à commencer par Ankara qui a proposé ses bons offices⁸ et surtout, la Russie dont le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a rencontré à Moscou son homologue qatari, Mohammed bin Abdul Rahman Al Thani, le 10 juin dernier (ce qui démontre encore une fois le grand retour de la Russie au Levant⁹).

7. « Ne soyez pas inquiets pour le Qatar, son gaz lui vaut encore de nombreux alliés », *Atlantico*, 11 juin 2017 ; « Qatar : la vie sous embargo du pays le plus riche du monde », *L'Opinion*, 20 août 2017 ; de son côté, l'Iran a déjà envoyé au Qatar plus de 400 tonnes de produits alimentaires par bateau et avion, et la Turquie près de 20 milliards de marchandises pour contourner le blocus (ndlr au 15 septembre 2017).

8. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a reçu l'émir du Qatar Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani le 14 septembre à Ankara (ndlr).

9. En dépit de leurs divergences politiques, notamment en Syrie, la coopération énergétique, économique et commerciale entre la Russie et le Qatar ne cesse de se développer. Le Qatar a déjà investi près de 2 milliards de dollars dans les activités de l'entreprise russe Novatek, le plus important producteur indépendant de gaz de Russie. Enfin, lors de la privatisation en décembre 2016 du géant public russe du pétrole, Rosneft, de la première entreprise pétrolière mondiale, l'État russe, qui possédait 50% du capital, en a cédé près de 20 % au géant des matières premières et du négoce Glencore et au fonds souverain du Qatar QIA, par ailleurs majoritaire au sein de fonds Glencore.

Enfin, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce sont peut-être les États-Unis qui seront la clé d'une résolution de crise, surtout s'ils veulent éviter de pousser un peu plus le Qatar dans les bras de la Russie et de l'Iran. En effet, il faut rappeler que le Qatar abrite la plus grande base aérienne américaine du Moyen-Orient, al Ubeid. Hautement stratégique pour Washington, celle-ci est également le quartier général avancé de l'USCENTCOM¹⁰. D'ailleurs, dans sa traditionnelle politique imprévisible du « chaud et froid », le président Trump (sûrement « cornaqué » par le Pentagone) a proposé juste après ses fameux tweets virulents contre Doha, une rencontre avec l'émir Tamim. Jusqu'ici, ce dernier refuse encore... Or, tout ceci n'a pas empêché le Secrétaire de la Défense, James Mattis, et son homologue qatari Khalid Al-Attiyah, de conclure le 14 juin, un accord de 12 milliards de dollars pour la vente d'avions de combat F-15!

Pour conclure...

Le Qatar, on l'a vu, ne peut raisonnablement se couper des États-Unis et donc de ses voisins. Cette crise prendra sûrement fin sous le haut patronage américain, lors d'un spectaculaire banquet de la réconciliation comme en ont le secret les riches bédouins du Golfe. Il est alors quasiment inéluctable que le petit émirat rentrera dans le rang et reconsidérera son soutien au Hamas et aux Frères musulmans. Signe des temps, certains dirigeants du Hamas auraient déjà quitté le Qatar avant l'été...

Finalement, l'initiative de la monarchie séoudienne paraît pour l'instant n'être qu'une posture, une grande opération de communication. L'objectif principal des Séoud serait donc de redorer leur blason et plaire de nouveau à leurs alliés et protecteurs américains, tout en leur redonnant des gages de respectabilité. À moins que, comme évoqué plus haut, la nouvelle génération des dirigeants séoudiens ne souhaite réellement,

10. Abrégé de *United States Central Command*, chargé de défendre la sécurité et les intérêts des États-Unis dans les 27 pays allant de la corne de l'Afrique à l'Asie centrale, en passant par le golfe Persique.

sous la pression américaine mais également pour ses seuls intérêts propres, changer totalement de paradigme dans ses ambitions régionales, voire internationales, et mettre un terme à son double-jeu bien connu et à la si nuisible « politique des Frankensteins »¹¹. Aussi pouvons-nous imaginer de manière optimiste que la passagère mise au ban du Qatar illustre peut-être, en définitive, une « mise au pas » de l'Arabie séoudite par la nouvelle administration de Washington. Cela, seul l'avenir le confirmera...

11. À l'instar de l'Égypte et des EAU, qui sont à la pointe de la lutte antiterroriste, et surtout contre les Frères musulmans et l'islam politique en général.